Extrait du Alger républicain

http://alger-republicain.com/Arreter-le-fascisme-au-Venezuela.html

Arrêter le fascisme au Venezuela avant qu'il ne soit trop tard !

- Actualité politique internationale - Amérique Latine - VENEZUELA -

Date de mise en ligne : mardi 8 avril 2014

Description :

Copyright © Alger républicain



Par Prof. James Petras

05.04.2014

in mondialisation.ca

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Le capitaine José Guillén Araque, de la Garde Nationale du Venezuela, avait alerté Maduro concernant l'offensive nazie, en disant : « *le fascisme doit être arrêté avant qu'il ne soit trop tard* »*. En représailles pour cet avertissement prophétique, le jeune capitaine patriote a été la cible d'un assassin, appuyé par les EU, dans les rues de Maracay, dans l'état d'Aragua, le 16 mars 2014. Sa mort porta à 29 le nombre de soldats et policiers assassinés depuis que le début des révoltes fascistes.



L'assassinat d'un officier remarquable et patriote dans une des rues principales d'une capitale de province est une indication de plus de ce que les fascistes vénézuéliens mènent l'offensive, confiants en l'appui de Washington et d'une large frange des classes hautes et moyennes du Venezuela. Ils font partie d'une minorité électorale qui n'a pas d'illusions à se faire quant à sa capacité de prendre le pouvoir par des voies constitutionnelles usant de méthodes démocratiques.

Le Capitaine Guillén Aroque fit un pas de plus, rappelant à Maduro que, dans l'histoire contemporaine, le chemin vers le pouvoir des groupes totalitaires, fascistes et nazis prend forme grâce aux corps de démocrates et sociaux-démocrates bien intentionnés mais incapables d'user des moyens constitutionnels pour écraser les ennemis de la démocratie.

.

Histoire de l'avancée du fascisme dans les démocraties.

Au Venezuela, le terme "fasciste" s'applique de manière appropriée à des groupes politiques organisés et violents qui poursuivent des campagnes massives de terreur pour déstabiliser et renverser le gouvernement bolivarien, qui a été élu démocratiquement. Les puristes académiques pourraient arguer que les fascistes vénézuéliens n'ont pas l'idéologie nationaliste et raciste qui dominait leurs prédécesseurs d'Allemagne, d'Italie, d'Espagne et du Portugal. C'est tout à la fois certain et hors de propos.

Le type de fascisme qui sévit au Venezuela est hautement dépendant de l'impérialisme étasunien et de ses

Copyright © Alger républicain

alliés, les caudillos militaires colombiens et il agit sous leurs ordres. Le racisme des fascistes vénézuéliens est manifeste dans les attaques directes contre les classes ouvrière et paysanne qui sont multiraciales et afro-indigènes - comme l'avait déjà démontré les expressions au vitriol raciste contre le défunt président Hugo Chávez. La connexion essentielle avec les mouvements fascistes précédents se centre sur les points suivants :

1) profonde hostilité de classe contre la majorité du peuple

2) haine viscérale à l'encontre du Parti Socialiste Chaviste qui a gagné 18 des précédentes élections sur 19

3) utilisation de la prise de pouvoir par une minorité qui agit en représentation des classes dominantes locales et des États-Unis.

4) intention de détruire les institutions et les procédés démocratiques, les mêmes qu'ils utilisent en même temps à des fins propagandistes pour gagner de l'espace politique.

5) il se concentre sur la destruction des institutions de la classe travailleuse - conseils communaux, associations de quartiers, cliniques médicales et dentaires, écoles publiques, transports, magasins subsidiés d'alimentation, centres de discussions politiques, coopératives bancaires, syndicats et coopératives de paysans

6) il est soutenu par les grandes banques, les corporations de l'agro-business et les firmes de manufactures capitalistes.

En Allemagne, en Italie, en Espagne, en France et au Chili, les mouvements fascistes avaient également commencé par des petits groupes terroristes qui ont obtenu le soutien des financiers de l'élite capitaliste grâce à la violence qu'ils exerçaient contre les organisations de la classe travailleuse et les institutions démocratiques et qui recrutaient des adeptes principalement parmi les étudiants universitaires de la classe moyenne, les professionnels de l'élite (en particuliers les docteurs), les officiers militaires de haut rangs en activité et en retraite - unis par leur hostilité contre l'ordre démocratique.

Tragiquement et trop fréquemment, les leaders démocratiques de gouvernements constitutionnels, ont tendance à voir les fascistes comme « *simplement un autre parti* », et ils les nient ou manquent de volonté pour écraser leurs bandes armées qui combinent la terreur dans les rues avec les élections afin de conquérir le pouvoir de l'état. Les démocrates constitutionnalistes ont échoués ou ils n'ont pas eu la volonté de voir que le bras politique, civil des nazis fait partie intégrante d'un ennemi organique et totalitaire, et du coup, ils ont négocié et débattu, l'une et l'autre fois, avec les élites fascistes, qui pendant ce processus détruisaient l'économie, alors que les terroristes s'attaquaient aux fondements politico-sociaux de l'état démocratique.

Les démocrates ont refusé d'envoyer leurs millions de sympathisants pour freiner les hordes fascistes. Pire encore, ils allèrent jusqu'à se glorifier d'avoir emprisonnés des policiers et soldats pour usage de force excessive dans leur confrontation avec les hordes fascistes. C'est pourquoi les fascistes se transférèrent facilement de la rue au pouvoir de l'état. Les démocrates élus par des votes étaient tellement préoccupés par les critiques des médias internationaux capitalistes, par les critiques de l'élite et des auto-dénommées organisations de droits humains qu'ils ont contribué à faciliter la prise de pouvoir par les fascistes.

Le droit du peuple à la défense armée de la démocratie a été subordonné aux prétextes du respect des normes démocratiques - des normes qu'aucun état bourgeois attaqué n'aurait respecté. Les démocrates constitutionnalistes ont échoués à reconnaître à quel point la politique avait drastiquement changé. Ils n'avaient déjà plus, face à eux,

Copyright © Alger républicain

une opposition parlementaire qui se prépare pour la prochaine élection, ils étaient confrontés à des terrorises armés et des saboteurs qui utilisaient la lutte armée pour prendre le pouvoir par n'importa quel moyen - incluant les coups d'états violents.

Dans le lexique fasciste, « *conciliation démocratique* » signifie "*faiblesse*", « *vulnérabilité* » et constitue une invitation à augmenter la violence exploitant les slogans comme ceux de « *paix et amour* » et les « *droits humains* », appelant à la « *négociation* » comme préambule à la mise en déroute et aux « *accords* » comme prélude à la capitulation.

Les politiciens démocratiques qui alertent au sujet de la « *menace fasciste* » deviennent cible des attaques violentes des terroristes, qui pendant ce temps agissent comme s'ils étaient en train de participer à des « négociations parlementaires ».

C'est de cette manière que les fascistes prirent le pouvoir en Allemagne, en Italie, au Chili, pendant que les démocrates constitutionnalistes jusqu'à la fin refusèrent d'armer les millions de travailleurs organisés qui auraient pu chasser les fascistes, sauver la démocratie tout en sauvegardant par là même leur propre vie.

.

Le Fascisme au Venezuela : actuellement une menace mortelle

L'avertissement lancé par le héros et martyr, le capitaine Guillén Araque, de l'existence d'une imminente menace fasciste au Venezuela a de solides fondations. Pendant que les vagues de violence terroristes vont et viennent, les structures de base du fascisme dans l'économie et dans la société restent intactes. De même que restent en place les organisations souterraines qui financent et organisent l'approvisionnement en armes des fascistes.

Les leaders politiques de l'opposition jouent un double jeu, se déplaçant en permanence entre protestations légales et complicité avec les terroristes armés. Il n'y a pas de doute de ce que, dans tout coup d'état fasciste, l'oligarchie politique émerge à la fin comme la véritable propriétaire du pouvoir - qui partagera des quotas de ce pouvoir avec les leaders des organisations fascistes. Pendant que la « respectabilité » leur procure une couverture politique, leurs campagnes de droits humains pour faire libérer des membres de leurs bandes emprisonnés leur gagne l'appui des « *médias internationaux* », alors qu'ils jouent le rôle d'intermédiaires entre les agences des E.U qui les financent et les terroristes qui sont dans la clandestinité.

Si on mesure l'étendue et la profondeur du danger fasciste, c'est une erreur de se limiter simplement à compter la quantité de bombes, d'incendies et de francs-tireurs sans inclure la logistique, l'arrière-garde, les groupes périphériques de soutien et les appuis institutionnels derrière les acteurs en scène, au premier plan.

Pour « mettre en déroute » le fascisme, avant qu'il ne soit trop tard, le gouvernement doit évaluer de manière réaliste les ressources, l'organisation et les codes opératifs du commandement fasciste et rejeter les proclamations excessivement tempérées et triomphalistes émises par certains ministres, conseillers et législateurs.

Premièrement les fascistes ne sont pas simplement une petite bande qui se limite à frapper des casseroles et à attaquer des travailleurs municipaux dans les quartiers de la haute classe moyenne de Caracas pour le bénéfice des médias corporatifs et internationaux. **Les fascistes sont une organisation au niveau national dont**

les membres sont actifs dans tout le pays.

Leurs cibles sont les institutions et infrastructures essentielles dans de nombreux sites stratégiques.

Leur stratégie est coordonnée par un commandement central, leurs opérations sont décentralisées.

Les fascistes sont une force organisée, leur financement, armements et actions sont planifiés. Leurs actions ne sont pas spontanées, elles ne sont pas organisées localement en réponse à la « *répression* » gouvernementale comme le décrivent les médias bourgeois et impérialistes.

Les fascistes réunissent différents courants entremêlés de groupes violents, combinant fréquemment des professionnels de droite, des bandes de délinquants à grande échelle et des trafiquants de drogues (en particulier dans les zones frontières), des groupes paramilitaires, des mercenaires, des délinquants notoires. Eux sont « *le poste avancé fasciste* », financé par les principaux spéculateurs sur les mouvements de change, protégés par les autorités locales, abrités par les investisseurs en biens immobiliers et des bureaucrates universitaires de haut rang.

Les fascistes sont « nationaux » et « internationaux », ils incluent des malfrats payés localement et des étudiants de familles de classe moyenne-haute, des paramilitaires colombiens, des mercenaires et des professionnels en tous genres, des francs-tireurs assassins issus des forces de « sécurité » des E.U. et des membres sous couverture des Forces Spéciales de ce même pays, ainsi que des fascistes internationaux recrutés à Miami, en Amérique Centrale, dans le reste de l'Amérique Latine et en Europe.

Les terroristes organisés ont deux sanctuaires stratégiques pour lancer leurs opérations violentes - Bogota et Miami, où des dirigeants locaux proéminents comme l'ex président Alvaro Uribe et des législateurs des États-Unis leur fournissent un appui politique.

La convergence des activités économiques délictueuses et hautement lucratives avec le terrorisme politique représente une terrible menace à deux faces pour la stabilité de l'économie et la sécurité de l'état vénézuélien. Les criminels et terroristes ont trouvé un terrain commun sous la protection politique des Etats-Unis -et ils se sont armés afin de renverser le gouvernement démocratique du Venezuela et d'écraser la révolution bolivienne du peuple vénézuélien.

Les connexions et interactions entre criminels et terroristes depuis l'intérieur et l'extérieur du pays, entre des dirigeants de hauts niveaux à Washington, des trafiquants de drogue de rue et les contrebandiers *"chameaux"*, leur procurent une élite internationale de porte-paroles et les muscles pour la lutte de rue, ainsi que des francs-tireurs.

Les cibles des attaques ne sont pas choisies au hasard, ni visées par une citoyenneté en colère qui protesterait contre les inégalités sociales et économiques. Les cibles, choisies avec soin, sont les programmes stratégiques que soutient le gouvernement démocratique. D'abord et avant tout, les attaques se concentrent contre les institutions sociales de masse qui forment la base du gouvernement. Ceci explique pourquoi les bombes terroristes détruisent les centres de santé pour les pauvres, les écoles publiques et les centres d'alphabétisation pour adultes dans les quartiers, les magasins de nourriture que l'état subsidie et le système de transport public.

Toutes ces institutions font partie d'un vaste système de bien-être social mis à l'oeuvre par le gouvernement bolivarien. Elles sont les fondations qui ont soutenu le vote massif en sa faveur lors de 18 sur les 19 dernières élections et celles du pouvoir populaire dans les rues et les communautés. En détruisant les infrastructures du

Copyright © Alger républicain

réseau de bien-être, les terroristes tentent de détruire le lien social entre le peuple et le gouvernement.

Les terroristes attaquent le système légitime de sécurité nationale, principalement la police, la Garde nationale et les procureurs publics ainsi que d'autres autorités chargées de protéger les citoyens. Les assassinats, attaques violentes et menaces contre des fonctionnaires publics, l'usage d'artefacts incendiaires contre des édifices et transports publics visent à créer un climat de peur et à démontrer que l'état est faible et incapable de protéger la vie quotidienne de ses citoyens.

Les terroristes veulent projeter l'image d'un « *pouvoir duel* » en prenant des espaces publics, en bloquant le commerce normal... et en exerçant « *le pouvoir de rue par l'usage des armes* ». Par-dessus tout les terroristes veulent démobiliser et réduire les contre-manifestations populaires en bloquant les rues et en tirant à bout portant sur les activistes impliqués dans des activités politiques dans les quartiers en conflits. Les terroristes savent qu'ils peuvent compter sur le soutien des leurs alliés politiques de l'opposition « *légale* » qui leur procurent une base pour les protestations sur la voie publique, celles qui servent de bouclier pour les assauts violents et de prétextes pour une escalade dans le sabotage.

Conclusion

Le fascisme, fondamentalement le terrorisme armé ayant pour fin de renverser par des moyens violents le gouvernement démocratique, est une menace réelle et immédiate au Venezuela. Jour après jour, les fluctuations du combat de rue et les incendies donnent une dimension concrète à la menace ; Comme nous l'avons signalé, les soutiens structurels et organisationnels fondamentaux, qui explique l'essor et la croissance du fascisme, sont tout à fait significatifs. Le défi du Venezuela est de parvenir à couper les bases économiques et politiques du fascisme.

Malheureusement, jusqu'à il y a peu, le gouvernement s'est montré trop délicat face aux critiques hostiles des élites internationales et nationales qui défendent les fascistes - au nom des « *libertés démocratiques* ». Le gouvernement du Venezuela a d'énormes ressources à sa disposition pour extirper la menace fasciste. Malgré qu'une action ferme entraînera une réaction négative des amis libéraux de l'extérieur, la majorité des défenseurs de la démocratie pensent que la responsabilité du gouvernement est d'agir contre l'opposition qui continue à inciter à la rébellion armée.

Il y a eu récemment des signes clairs montrant que le gouvernement du Venezuela, investi d'un puissant mandat démocratique et constitutionnel, a avancé dans la prise de conscience de la menace fasciste et qu'il agira avec détermination pour y mettre un frein dans la rue et dans les bureaux.

L'Assemblée Nationale a voté pour enlever son immunité diplomatique à Maria Machado, députée de l'Assemblée Nationale afin qu'elle puisse être mise ? disposition de la justice pour répondre d'incitation à la violence. Le Président de l'Assemblée Nationale Diosdado Cabello a présenté un document détaillé qui fait la preuve du rôle de Machado comme organisatrice et promotrice de la rébellion armée. Plusieurs maires de l'opposition qui soutinrent activement les francs-tireurs, les bandes de malfrats et les incendiaires, ont été arrêtés et sont confrontés à des mises en accusation légales.

La majorité des vénézuéliens, se voyant confrontés à une vague de violence fasciste répond en soutenant la présentation devant la justice des fonctionnaires impliqués dans le sabotage. Les services de renseignement vénézuéliens, de même que les citoyens, pensent que sans une action ferme du gouvernement les politiciens de l'« *opposition* » continueront à faire la promotion de la violence et à protéger les assassins paramilitaires.

Copyright © Alger républicain

Le gouvernement s'est rendu compte qu'il était impliqué dans une véritable guerre planifiée par une direction centralisée et exécutée par des opératifs de manière décentralisée. Les dirigeants législatifs et exécutifs ont commencé à comprendre la dimension psychologique de la politique du fascisme, celle qui interprète les propositions de conciliation politique du président et la tolérance judiciaire comme des faiblesses qui doivent être exploitées en usant de d'avantage de violence.

L'avancée la plus significative pour en finir avec la menace fasciste réside dans la reconnaissance de la part du gouvernement des connexions entre les élites parlementaires et du commerce avec les terroristes fascistes : les spéculateurs financiers, les contrebandiers et les grands accapareurs d'aliments et d'autres biens essentiels forment partie du même groupe qui vise le pouvoir en association avec les terroristes, qui mettent des bombes dans les marchés publics et attaquent les moyens de transport de nourriture jusqu'au quartiers pauvres. Un travailleur révolutionnaire me dit après une escarmouche de rue **« *Par la raison et la force, non pasarán*** »

.

James Petras

Copyright © Alger républicain